Lutter contre les MDMD

Exercice basé sur un scénario

**Rapport sur l’enquête technique des Nations unies**

/

**RAPPORT SUR L’ENQUÊTE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES SUR LE CARANA**



**Xxx 20xx**

## Aspects politiques

Aperçu

Malgré la signature de l’Accord de paix de Kalari, négocié par la CRC, et la présence de la mission d’observation de la MACRCC, le Carana reste un pays politiquement instable. Le Gouvernement a pratiquement perdu le contrôle des provinces occidentale et méridionale du pays. Même dans les zones qu’il contrôlait, le pouvoir réel de l’administration d’Ogavo était limité et son remplaçant, le Gouvernement de réconciliation nationale (GRN), n’a pas encore été en mesure de changer ces faits sur le terrain. Une résistance de plus en plus forte de la part du public met à rude épreuve les faibles ressources des forces de sécurité du Gouvernement. Dans les zones contrôlées par les rebelles, l’administration gouvernementale est inexistante.

**GRN**

L’Accord de paix de Kalari prévoyait la mise en place d’un gouvernement de réconciliation nationale représentatif sur le plan ethnique, dans l’attente des élections présidentielles et nationales qui permettront d’élire un nouveau gouvernement. Le GRN est désormais en place et s’efforce d’assumer ses responsabilités.

En vertu des dispositions de l’Accord, le Premier Ministre de consensus disposera d’un véritable pouvoir. Lucien Langata, ou LL comme on l’appelle, était membre du PDC et ministre des finances jusqu’à ce qu’il prenne position contre la corruption au milieu des années 2000. Ayant échappé de justesse à l’exécution en raison de sa popularité parmi les Caranais, LL a refusé de quitter le Carana et le président Ogavo lui a permis de vivre dans une relative obscurité. Il est considéré comme un candidat populaire pour le poste de Premier Ministre et il bénéficie d’appuis suffisants à travers le pays pour pouvoir raisonnablement espérer rassembler le GRN autour de lui.

Bien qu’il soit théoriquement toujours Président, Ogavo a été mis en examen par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l’humanité et par le GRN pour corruption. Malheureusement, il a disparu et a été vu pour la dernière fois à Rimosa à la fin du mois d’avril. On pense qu’il est protégé par un groupe d’anciens membres inconditionnels de la garde présidentielle, dont la plupart sont encore au Carana, et qui sont basés dans la capitale, Galesi. Compte tenu de la loyauté des gardes, ce lien pourrait potentiellement perturber le processus de paix, étant donné que les anciennes forces de sécurité n’ont ni la volonté ni la capacité de traquer Ogavo.

Partis politiques

Le Carana est essentiellement un État à parti unique représenté par le Parti démocratique du Carana (PDC). Des années de répression ont détruit toute opposition véritable et légitime ou l’ont contrainte à la clandestinité; le potentiel de l’opposition légitime est si dispersé que celle-ci a peu de chances d’être politiquement viable pendant un certain temps.

Les groupes d’opposition qui existent ont tendance à avoir un poids relativement faible et sont fondés sur une base ethnique et provinciale. Il s'agit notamment de certains groupes communistes dans la capitale et à Maldosa, ainsi que des groupes de la minorité ethnique kori sur la côte et du groupe tatsi dans le sud. Toutefois, ces groupes ne sont pas organisés et pèsent peu en raison de leurs intérêts limités et de leur faible nombre de partisans. Les groupes qui exercent une certaine influence politique sont les syndicats des mineurs (charbon et cuivre), qui défendent essentiellement les intérêts de leurs membres.

En prévision des élections à venir, la direction du groupe rebelle MPC a entrepris d’élaborer son programme politique et se prépare à jouer un rôle politique à long terme. Sa capacité à coordonner les activités contre le gouvernement pourrait lui permettre de devenir une véritable force politique. Il bénéficie d’un large soutien de l’opinion publique à l’ouest du pays grâce à sa capacité à répondre aux préoccupations et aux besoins de la population là où le gouvernement n’a pas su le faire.

Contrairement au MPC, les CISC ne disposent pas actuellement de la structure ou de l’organisation qui leur permettrait de se transformer en un organe politique efficace. Ce mouvement est né de la frustration engendrée par les mauvaises conditions de vie, du mécontentement général face aux excès et à la discrimination religieuse de l’administration d’Ogavo et des hostilités ethniques de longue date avec la minorité caranaise dans la province de Leppko. Ils n’ont jamais essayé d’exploiter leur potentiel ni défini le moindre objectif politique clair. La frustration et la radicalisation risquent de s’accentuer lorsque ce mouvement se verra marginalisé.

Le Carana n’a pas de diaspora politique ni de groupes organisés en exil.

Élections

L’Accord de paix de Kalari préconise la tenue d’élections dans un délai de 12 mois, mais l’instabilité de la situation actuelle en matière de sécurité pourrait nuire à la crédibilité et à la légitimité de ce processus électoral.

Après des années de violations des droits de l’homme, de discrimination sectaire, de despotisme, de guerre civile et de corruption, la confiance du public dans les institutions et les activités gouvernementales est quasiment nulle. Il sera difficile pour les groupes d’opposition politique potentiels de s’organiser à temps pour mener une campagne électorale efficace, ce qui pourrait se traduire par des demandes de report des élections ou des tentatives de subversion du processus électoral lui-même. Pourtant, le calendrier des élections était un élément crucial des négociations de paix. Le GRN sera soumis à une pression considérable pour gérer ce processus.

Un autre facteur important est l’absence de recensement précis, le dernier recensement national remontant à 1990. Compte tenu des déplacements massifs de population, l’inscription des électeurs sera un exercice long, complexe et coûteux.

Si toutes les parties honorent les engagements énoncés dans l’Accord de paix de Kalari, on peut espérer voir le MPC participer aux futures élections et se transformer en un parti politique légitime. Le rôle politique à long terme des CISC est incertain. Une autre incertitude réside dans l’émergence potentielle de groupes jusqu’ici non identifiés, parfois extrémistes, qui ne sont pas signataires de l’Accord de paix de Kalari. Peu importe qu’ils rejoignent le processus politique ou qu’ils s’y opposent, un risque réel existe de voir l’instabilité politique s’aggraver, entraînant une augmentation de la violence et compromettant ainsi la sécurité des élections.

**DDR**

L’obligation pour toutes les parties au conflit de déposer les armes est énoncée dans l’Accord de paix de Kalari. Tout laisse à penser que le MPC respectera cet engagement si toutes les parties adhèrent à l’Accord de paix de Kalari, compte tenu notamment de ses aspirations politiques et de ses attentes concernant l’intégration de ses combattants dans les forces armées nationales restructurées.

Bien que rien n’indique que les CISC ne déposeront pas les armes conformément à l’Accord de paix de Kalari, l’absence d’une structure organisationnelle adéquate et le manque de discipline inhérent aux différentes factions dissidentes rendront le processus très risqué. Il est évident que certaines factions ont été radicalisées par des extrémistes islamistes, et il est probable que certaines factions se sentiront désavantagées. Cela entraînera une activité militaire indépendante, qui peut avoir des motivations sectaires, religieuses, politiques ou criminelles. De nombreux soldats des CISC ont également été impliqués dans des violences sexuelles systématiques à l’encontre de femmes, de filles et de jeunes garçons chrétiens, en représailles aux excès similaires et historiques commis par les FDC à l’encontre de la population musulmane des Tatsi. Il est donc difficile de déterminer comment l’intégration de ces groupes armés sera perçue par la population des zones touchées. Il y a également un pourcentage élevé de femmes et de filles au sein des CISC qui ont été enlevées et qui vivent à présent avec les soldats. En fait, ces femmes et ces filles s’occupent aussi de la logistique et des soins de santé de la structure militaire des CISC. Le fait que ces femmes ne soient pas les bienvenues dans leurs villages d’origine vient encore compliquer la situation.

Par extension, la partie la plus difficile du processus de DDR sera le désarmement et la réintégration de tous les autres groupes armés qui ne se réclament d’aucun groupe, ne sont pas signataires de l’Accord de paix de Kalari et ont une vocation principalement extrémiste ou criminelle.

**Constitution et système judiciaire**

La Constitution et le système judiciaire du Carana reposent sur les principes démocratiques modernes. Les violations des droits de l’homme et les autres carences juridiques découlent d’une violation et d’une exploitation systématiques des règles en vigueur par le régime d’Ogavo.

Dans le cadre de « l’état d’urgence » (voir ci-dessous), un système de tribunaux mixtes civils/militaires avec des droits d’appel très limités a été mis en place pour juger toutes les affaires de trahison, de terrorisme et autres affaires similaires. Les tribunaux du Carana prononcent régulièrement la peine de mort pour des crimes graves.

Un certain nombre d’organisations de défense des droits de l’homme ont publié des rapports faisant état d’arrestations, de détentions et d’exécutions sans procédure légale régulière. On a également signalé des cas de torture, y compris d’atteintes sexuelles et de viol, et de décès n’ayant pas donné lieu à une enquête dans les prisons. De nombreux détenus sont membres de groupes politiques d’opposition. Les conditions de détention sont généralement préoccupantes et il est impossible d’obtenir des informations officielles sur les personnes détenues. Le CICR ne peut se rendre qu’à la prison principale, à Galasi, à laquelle il n’a qu’un accès limité. Selon des informations fiables, des enfants seraient détenus avec des adultes, ainsi que des hommes et des femmes dans les mêmes locaux. Certaines femmes sont détenues avec leurs enfants. D’une façon générale, les détenus sont durement traités, les conditions de vie sont inhumaines, l’alimentation est insuffisante et les soins médicaux sont pratiquement inexistants. On ne dispose d’aucune information sur l’identité des personnes se trouvant dans des centres de détention militaires des FDC. On sait aussi que les rebelles ont placé un grand nombre de personnes en détention.

**Droits de l’homme**

Le Carana a ratifié les traités relatifs aux droits de l’homme suivants : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l’élimination de la discrimination raciale, la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, la Convention relative aux droits de l’enfant et la Convention contre la torture. Il a également ratifié le statut de la CPI.

En vertu de la Constitution, toutes les lois doivent être compatibles avec les engagements internationaux souscrits par le Carana en matière de droits de l’homme. Elle souligne que ces droits doivent être défendus sans distinction fondée sur le genre, le groupe ethnique ou les convictions. En réalité, la législation du Carana contient un grand nombre de lois héritées de la période coloniale, qui sont incompatibles avec les normes internationales relatives aux droits de l’homme. C’est le cas, par exemple, du Code de procédure pénale. La Constitution contient également une Déclaration des droits, qui se réfère principalement aux droits civils et politiques. Elle ne fait pas mention d’autres droits tels que les droits économiques, sociaux et culturels.

Actuellement, conformément aux dispositions de la Constitution, le gouvernement du Carana a déclaré un « état d’urgence » qui lui permet de passer outre les dispositions constitutionnelles, y compris les éléments relatifs aux droits de l’homme. En 2013, la Commission des droits de l’homme des Nations unies a nommé un rapporteur spécial sur la situation des droits de l’homme au Carana. Ce dernier s’est rendu à plusieurs reprises dans le pays et a vivement critiqué toutes les parties au conflit pour les atteintes aux droits de l’homme commises contre des civils. Le représentant spécial du secrétaire général pour les enfants et les conflits armés s’est également rendu au Carana et a souligné le nombre inquiétant d’enfants utilisés dans les combats par des groupes rebelles aussi bien que par l’armée nationale.

Le gouvernement du Carana n’a pas de ministère des droits de l’homme. La responsabilité principale en matière de droits de l’homme est confiée au ministre de la justice. En 2008, la Commission nationale des droits de l’homme a été créée, mais elle n’est pas conforme aux normes internationales pour une institution nationale des droits de l’homme, telles que définies dans les « Principes de Paris ». Le Carana compte un certain nombre d’ONG actives qui défendent les droits de l’homme, notamment des associations de femmes et de jeunes, dont la liberté d’action a été entravée par la crainte de représailles, mais qui se font de plus en plus entendre depuis l’évolution de la situation. Un certain nombre d’ONG humanitaires internationales sont également représentées dans le pays.

**Questions liées à la dimension de genre : Les femmes**

Le Carana se situe à la 130e place du classement en ce qui concerne l’indice de développement de genre, avec un taux de mortalité pendant l’accouchement élevé et un faible taux d’alphabétisation des femmes. De nombreux hommes travaillent dans les mines ou dans l’industrie manufacturière et sont recrutés de force dans les organisations militaires, ce qui laisse aux femmes la responsabilité des petites exploitations agricoles pour subvenir aux besoins de la famille élargie. Cette division du travail, qui expose de nombreuses femmes à des violences, a eu pour effet de les sensibiliser davantage à la politique.

Au parlement, toutefois, les femmes n’occupent que 8 % des sièges, rendant difficile la possibilité de faire entendre leurs préoccupations. Dans la vie publique, les femmes assument des fonctions généralement associées à l’assistance (questions liées aux femmes, à la santé, etc.) et n’occupent pas de postes de responsabilité. La seule organisation officielle de femmes est l’aile féminine du PDC, qui prône un retour aux rôles traditionnels pour les femmes et les hommes.

La nouvelle situation politique permet aux femmes de se mobiliser localement.

Par le passé, l’État a utilisé les enlèvements et les viols pour stigmatiser et saper l’engagement politique des femmes. Les seules organisations de femmes qui pouvaient fonctionner s’occupaient de questions moins ouvertement politiques telles que les questions liées à l’enfance (c’est-à-dire l’éducation, la nutrition). Toutefois, dans les zones touchées par le conflit, des associations de femmes aident les victimes de violences sexuelles. Ces associations de femmes font état de niveaux élevés de violence domestique, y compris d’abus sexuels, en particulier dans les camps de personnes déplacées.

Dans certaines zones touchées par le conflit, des violences sexuelles systématiques ont été commises. Les CISC figurent parmi les principaux auteurs de ces actes de violence, qui sont attribuables à la faiblesse de leurs structures de commandement et de contrôle. Les FDC et les services de la police nationale ont également commis des actes de violence sexuelle contre des civils appartenant aux groupes ethniques kori et tatsi. Il semble que le conflit ait aggravé la traite des femmes et des enfants tant à l’intérieur du pays que vers les pays limitrophes. La traite des êtres humains est liée au trafic d’armes et de stupéfiants. Ces trafics ont été utilisés par les parties belligérantes pour poursuivre le conflit.

**Questions liées à la dimension de genre : Les hommes**

En raison des taux de criminalité élevés, un grand nombre de jeunes hommes sont tués dans des actes de violence, tels que des émeutes ou des bagarres entre gangs. Les conditions de travail dans les mines et l’industrie manufacturière ont également des répercussions négatives sur la santé des hommes. Les syndicats n’ont pas été en mesure de remédier efficacement à cette situation, notamment en raison de leur implication politique dans le conflit. Les conditions sanitaires dans les bidonvilles sont mauvaises, avec des taux élevés d’alcoolisme et de toxicomanie, ainsi que de VIH/SIDA et de maladies sexuellement transmissibles. Dans les régions du sud et de l’ouest touchées par la guerre, les hommes, en particulier les très jeunes, sont souvent recrutés de force. Beaucoup d’hommes quittent alors le pays en laissant leur famille derrière eux. Les hommes engagés dans la lutte politique peuvent faire l’objet de violences, et des rapports font état de tortures sexuelles et de viols à l’encontre de prisonniers politiques. Dans le sud du pays, les CISC s’en prennent principalement aux hommes civils de la minorité caranaise. De même, les hommes civils des minorités kori et tatsi sont la cible des FDC dans leurs campagnes.

**La situation des filles et des garçons**

Le conflit politique et la dégradation de l’économie ont eu de graves répercussions pour les personnes âgées de moins de 15 ans, qui représentent 44 % de la population Les filles comme les garçons abandonnent l’école pour aider leur famille. Bien qu’illégale, la mutilation génitale forcée des jeunes adolescentes est largement pratiquée par les Koris et les Tatsis. Tous les protagonistes ont abusé des garçons et des filles tout au long du conflit. Les CISC sont les principaux responsables des enlèvements, mais des sections des FDC ont également été signalées comme étant responsables. Cette violence à l’égard des filles, des garçons et des femmes a suscité un débat public sur la nécessité de lutter contre la violence à l’égard des femmes dans l’ensemble de la société.

**Sécurité**

Aperçu

Le niveau de sécurité globale au Carana est très faible en raison des combats intenses entre le gouvernement et les forces rebelles, de la mauvaise situation économique, des tensions entre les groupes religieux, du nombre élevé de personnes déplacées, de la faible présence policière en dehors de la capitale et du mécontentement généralisé à l’égard du gouvernement. Les troubles civils sont très fréquents et se produisent régulièrement. Le niveau de criminalité est élevé et il est prouvé qu’une grande partie de cette criminalité, en particulier dans les secteurs des diamants et des stupéfiants, est à la fois organisée et transnationale. D’une manière générale, la situation sécuritaire au Carana doit être évaluée comme présentant un « risque modéré ». Mais certaines zones, comme le territoire autour de Galasi, ainsi que les provinces de Hanno et de Leppko, doivent être évaluées comme présentant un « risque élevé à très élevé ». Les hommes enlevés, quel que soit leur âge, sont souvent enrôlés de force dans les forces combattantes, tandis que les filles et les femmes sont utilisées comme des esclaves, voire forcées de devenir les « épouses » de combattants. Il arrive également que ces femmes soient obligées de prendre part à des combats. Si elles refusent, elles sont tuées. Le viol et d’autres formes d’abus sexuels sont monnaie courante et sont utilisés à des fins d’intimidation.

Depuis le mois de mars, à l’initiative du GRN, il y a eu un déploiement d’urgence d’une force française appelé « Opération Intrépide » le long de la frontière du Rimosa dans les montagnes du Sud-Ouest. Son impact sur la stabilisation de la situation est encore incertain. D’une durée limitée (6 mois), l’opération est destinée à neutraliser la menace émergente des activités islamiques extrémistes menées de part et d’autre de la frontière entre le Carana et le Rimosa. La question reste cependant de savoir si la stabilité ainsi apportée à cette région pourra être maintenue une fois que les troupes se seront retirées.

Galasi

À Galasi, le principal risque est le niveau élevé de criminalité dans les banlieues et les camps de déplacés autour de la capitale. Dans les banlieues de Galasi, des bandes de jeunes hommes, dont le nombre peut atteindre 100, font la loi dans les rues. Ces gangs constituent une menace même pour les formations militaires non averties. Il est de plus en plus évident que leurs activités sont organisées et financées par le trafic de stupéfiants et de femmes. Dans les camps de personnes déplacées, la criminalité est élevée, principalement en raison de la pauvreté et du désespoir, mais elle est en baisse depuis l’apparition de groupes armés qui exercent leur propre forme de justice sommaire.

Akkabar

À Akkabar, les travailleurs des mines de charbon se sont mis en grève en mai 2015 car ils n’avaient pas été payés depuis quatre mois. Ces hommes vivent dans des bidonvilles, dans des conditions déplorables, séparés de leur famille. Ce qui avait commencé comme un conflit du travail a eu tôt fait de dégénérer en un conflit ouvert après que la police eut fait un usage excessif de la force et tué plusieurs mineurs. Certains mineurs ont alors attaqué un certain nombre d’institutions publiques, en particulier des postes de police, ainsi que des banques. Il se pourrait bien que les cartels criminels soient à l’origine d’une grande partie de ces attaques. L’activité est sporadique et souvent spontanée, mais elle bénéficie d’un soutien local croissant.

Leppko

La dislocation de l’autorité gouvernementale dans la province de Leppko a entraîné une multiplication du nombre des groupes armés incontrôlés qui, avec les combattants des CISC, s’en sont pris aux populations locales koris et caranaises. Une grande partie de ces violences sont radicalisées et de nature sectaire. Beaucoup de ces groupes sont d’anciens rebelles élassis de la région voisine du Rimosa qui ont profité de la situation instable au Carana. Les liens entre ces groupes et les CISC sont niés par ces derniers, mais leur existence est attestée par plusieurs sources indépendantes. Ces groupes sont impliqués dans le trafic organisé d’armes, de drogues et de femmes. On espère que l’opération Intrépide apportera une certaine stabilité aux zones frontalières montagneuses.

**Armée**

Situation générale

Après la signature de l’Accord de paix de Kalari, les combattants sont généralement demeurés là où ils se trouvaient, peu désireux de céder la moindre parcelle du territoire conquis et redoutant que l’autre partie ne revienne sur ses engagements. On a donc abouti à une impasse instable dans un certain nombre de secteurs et, si aucune violation du cessez-le-feu n’a été signalée, la grande proximité des forces adverses représente un risque considérable qui ira croissant aussi longtemps que la situation perdurera. Par conséquent, le désengagement, la séparation et le début du processus de désarmement sont des priorités absolues. Moins prévisibles sont, d’une part, l’augmentation du nombre d’islamistes extrémistes actifs hors de la province de Leppko, en particulier dans la zone montagneuse adjacente à la frontière avec le Rimosa, dans le sud-ouest du pays, et d’autre part, les activités menées à Hanno et à Leppko par les groupes armés radicalisés non signataires de l’Accord, qui soumettent la population civile à un climat de violence permanent.

Force de défense du Carana (FDC)

Les FDC ont maintenu leurs positions après le cessez-le-feu. Quatre bataillons d’infanterie sont restés déployés le long de la ligne de démarcation entre les FDC et le MPC, et trois autres ont été déployés dans le sud, à Corma, Maldosa et le nord de Leppko. Le bataillon aéroporté, en liaison avec des unités de la gendarmerie, est déployé dans la ville de Maroni pour réprimer les émeutes des mineurs de charbon. Les unités du génie et la compagnie de reconnaissance sont déployées dans le nord-ouest avec les unités d’infanterie. On ignore où se trouvent le bataillon d’artillerie et les unités de défense aérienne.

Les six Alpha Jets de l’armée de l’air du Carana peuvent être considérés comme non opérationnels. Les hélicoptères ont souvent été utilisés pour des patrouilles aériennes.

D’après nos propres observations, la situation logistique des FDC semble mauvaise. Il semblerait que les pièces de rechange posent un problème particulier.

Les FDC ont la réputation de ne pas respecter le droit humanitaire international, et des cas de violence sexuelle ont été signalés. Ceci est principalement vrai pour les FDC positionnées dans le Sud où, historiquement, il a été constaté que leurs excès comportaient un caractère sectaire.

MPC

L’évaluation initiale portant sur les effectifs de la MPC était quelque peu sous-estimée et a été ajustée pour passer d’un total de 6 000 hommes à environ 10 000. Environ 5 000 rebelles sont rentrés chez eux le mois dernier, mais la plupart d’entre eux ont conservé leurs armes et restent prêts à rejoindre leurs formations si nécessaire. On estime que les 5 000 rebelles MPC restants ont une capacité suffisante pour contrebalancer la présence des FDC sur la ligne de démarcation et maintenir le statu quo, d’autant plus qu’ils savent que leurs effectifs peuvent être rapidement renforcés. Ce redéploiement a pour but de garantir un soutien logistique suffisant aux troupes du MPC en première ligne, qui semblent certainement mieux préparées que nombre de leurs homologues des FDC.

Les unités du MPC déployées ont établi des camps pouvant accueillir jusqu’à 250 soldats, principalement des hommes (y compris leurs familles et les personnes à leur charge), à partir desquels ils effectuent des patrouilles à l’ouest de la ligne de démarcation. Même s’il ne s’agit pas d’une violation de l’Accord de paix de Kalari, cela pourrait bien déclencher un conflit avec les FDC, que ce soit par erreur ou intentionnellement.

Après la fin des combats, le QG officiel d’Alur a pris de l’importance pour devenir un centre administratif de base de la région. Certains dirigeants du MPC sont installés de façon permanente à Alur.

Le MPC applique un régime d’ordre public strict mais a indiqué à plusieurs reprises qu’il respectait les droits de l’homme, en particulier les droits des enfants. Bénéficiant d’un large soutien dans le public, qui est très remonté contre le Gouvernement, le nouveau rôle administratif du MPC est de mieux en mieux accepté par la population dans l’ouest du pays.

CISC

Pendant les combats, les CISC opéraient principalement à partir de leurs villages, sans se déployer dans des camps ou des positions permanentes. Depuis que les combats ont cessé, on peut présumer que la plupart des rebelles des CISC vivent dans leur village d’origine et ne se regroupent que très rarement.

La faible organisation des CISC permet difficilement d’évaluer avec précision leurs effectifs et leurs positions. On peut supposer que leur nombre n’a pas changé et qu’il reste de l’ordre de 3 000 combattants masculins actifs.

Jusqu’à présent, les CISC ont concentré leur attention sur le FDC et ont, pour obtenir des appuis, essentiellement tablé sur le profond ressentiment de la population à l’égard du Gouvernement dans le sud. Toutefois, on a récemment signalé plusieurs actes de violence, apparemment extrémistes, contre des minorités ethniques dans le sud de Leppko, près de la frontière avec Rimosa. On ignore si des membres des CISC ont été impliqués, ce qui constituerait une violation de l’Accord de paix de Kalari, ou si ces actes sont le fait d’autres groupes dissidents qui n’ont pas signé l’Accord. Quoi qu’il en soit, les civils caranais et d’autres minorités de la région semblent être la cible de ces actes.

À la différence du MPC, les CISC n’ont pas essayé de mettre en place une administration ni d’exercer dans la région un contrôle autre que par le recours à la force. Les combattants sont particulièrement féroces au combat et ne respectent pas les droits des non-combattants.

Police

Le concept de police traditionnelle est pratiquement inexistant. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement, la police, qu’il s’agisse de la police nationale ou de la gendarmerie, est considérée comme un moyen d’appliquer la politique gouvernementale et de protéger les intérêts du gouvernement. Dans le reste du pays, c’est la police qui est visée, car elle est étroitement associée au régime répressif d’Ogavo. En conséquence, de nombreuses personnes ont été tuées et d’autres ont fui ou ont changé de camp. En conséquence, la loi et l’ordre sont maintenus, ou non, par la milice dominante dans une région donnée. Dans certaines régions, comme celles où le MPC a affirmé son contrôle, les forces de l’ordre sont quasiment en mesure de maintenir l’ordre public. Dans d’autres, principalement dans le sud, elles n’ont aucune capacité. Certains crimes (comme la violence domestique ou la violence basée sur le genre) ne sont pas du tout pris en compte par la police. Le fait de signaler un cas de violence sexuelle à la police fait courir le risque d’une nouvelle agression qui serait le fait de la police elle-même, car la victime est parfois considérée comme aussi coupable que l’auteur de l’infraction.

Là où la police existe, elle est mal formée, mal payée, voire pas payée du tout, et elle est peu motivée. Il en résulte que la corruption reste endémique. Les postes de police disposent de peu d’équipements et ceux dont ils disposent sont d’origine militaire et totalement inadaptés à une police démocratique. La formation de la police, notamment en matière de droits humains, a pratiquement cessé. Le problème est encore aggravé par le fait que la structure policière existante est tellement associée au Président Ogavo qu’aucun de ses membres ne serait accepté dans les zones contrôlées par le MPC ou les CISC. En fait, cela signifie que le Sud est une zone de non-droit.

Économie

Avant la guerre civile, l’économie du Carana subissait déjà le contrecoup de 10 années de croissance négative due à un contrôle public excessif, à la corruption et à l’absence d’une administration publique efficace. La situation a continué à se détériorer pendant la guerre, qui a entraîné l’arrêt de la production de cuivre et le détournement d’une grande partie de la production de diamants par un certain nombre de groupes criminels. Les devises étrangères ne sont plus entrées dans le pays qu’au compte-gouttes et les réserves existantes ont été principalement utilisées pour acheter des armes ou ont également été détournées. Les combats dans les zones rurales ont entraîné une réduction de la production de bois d’œuvre de près de 20 % par rapport à sa capacité d’avant le conflit et une baisse de la production agricole d’environ 40 à 50 %. Il en est résulté un taux d’inflation avoisinant les 300 % et une réduction significative de l’approvisionnement en produits de base. La guerre dans les campagnes a également affecté les petites exploitations agricoles qui permettaient à de nombreuses femmes de nourrir leur foyer. Il s’agit aussi bien de veuves que d’épouses d’hommes travaillant dans les mines ou dans l’industrie manufacturière.

Il s’en est suivi une situation humanitaire épouvantable, qui aurait pu prendre les proportions d’une crise majeure sans l’aide extérieure et le recours à une économie de subsistance. Inévitablement, ces conséquences sont les plus graves dans les grandes villes, où le mécontentement social croissant débouche fréquemment sur des actes de violence.

**Infrastructures**

Routes

Le Carana dispose d’un réseau routier satisfaisant, avec des routes goudronnées reliant la plupart des régions du pays et les principaux centres urbains. À l’ouest et au nord, ces routes sont également reliées aux réseaux des pays voisins, le Katasi et le Sumora. Quelques routes goudronnées parviennent à résister aux effets de la saison des pluies, mais la plupart d’entre elles ont besoin de travaux d’entretien importants. Le Carana dispose également d’un vaste réseau de routes secondaires (non goudronnées) et de pistes, qui deviennent souvent impraticables pendant la saison des pluies.

Les ponts le long des routes goudronnées sont généralement des constructions en acier et en béton, qui peuvent supporter le passage de camions et de véhicules lourds pesant jusqu’à 20 tonnes environ. Les ponts situés le long des routes non goudronnées sont généralement en bois et leur état doit être évalué individuellement avant qu’ils ne puissent être utilisés par les véhicules de l’ONU.

Voies ferrées

Les deux voies ferrées reliant Galasi à Akkabar et Maldosa à Mia fonctionnent mais sont en mauvais état. À l’heure actuelle, la ligne Galasi-Akkabar s’arrête à Maroni car le principal pont ferroviaire a été détruit par des inondations en 2010 et n’a pas encore été réparé.

Galasi, Maroni, Akkabar et Maldosa disposent de dépôts ferroviaires pouvant recevoir des conteneurs, des véhicules et d’autres marchandises. La gare de Mia est spécialisée dans le transport de cuivre et ne dispose pas d’installations de manutention de fret.

Tout comme le réseau routier, il n’y a eu que peu ou pas d’entretien au cours des dernières années. Par conséquent, les voies se dégradent et pourraient être soumises à des restrictions de plus en plus importantes en termes de vitesse et de capacité.

Ports

Le Carana compte trois ports en eau profonde et un certain nombre de ports de pêche plus petits. Les petits ports ne permettent pas le chargement et le déchargement des navires, mais ils conviennent aux navires de cabotage.

Le port principal, à Galasi, est bien équipé, peut accueillir des navires de fort tonnage et dispose de capacités de transroulage (RoRo) et de manutention de conteneurs. Ce port est adapté au déploiement et au soutien d’une éventuelle mission des Nations unies.

Le port de Cereni n’a pas de capacité de transroulage ni de capacité de transport de conteneurs, mais il est équipé de grues opérationnelles et peut accueillir des cargos d’une longueur maximale de 600 pieds. Cependant, l’espace à quai est limité pour ne pas perturber le commerce régulier, ce qui limite effectivement la capacité à deux navires au maximum en plus du trafic maritime habituel.

Le port de Maldosa dans le sud est adapté à la manutention spécialisée pour l’exportation du cuivre, mais sa capacité est similaire à celle de Cereni pour la manutention des navires de transport réguliers. Seuls deux quais sont équipés de grues, ce qui limite la capacité, et l’espace de stationnement ou de stockage est très limité du fait que le port se trouve dans la ville. Cela dit, il y a beaucoup d’espace dans la partie ouest de la ville. Actuellement, l’Opération Intrépide française passe par Katasi pour ses principaux itinéraires d’approvisionnement, où elle a historiquement une base et une présence militaire permanente. Les Nations unies devront trouver des alternatives à cet arrangement.

Aéroport

Les aéroports internationaux de Galasi et de Corma sont tous deux opérationnels et répondent aux normes internationales en matière de trafic aérien. Les deux aéroports disposent de pistes adaptées aux avions de transport lourd.

L’aéroport de Galasi est bien équipé pour le traitement de matériel lourd et peut mettre à disposition une vaste aire de trafic en plus de celle utilisée en temps normal. L’espace destiné au stockage des équipements et à l’assemblage des véhicules à proximité de l’aéroport est limité, mais il répond généralement à la plupart des besoins en matière de déploiement de personnel et d’équipements.

La capacité de l’aéroport de Corma est limitée par l’espace disponible sur l’aire de trafic et par la capacité de manutention du fret. Cependant, l’aéroport dispose d’un espace presque illimité à proximité de l’aéroport pour le stockage et le stationnement, et il n’y a pas de limites significatives au déploiement du personnel. Les Français ont une petite présence logistique à Corma pour soutenir l’opération Intrépide.

Les pistes d’atterrissage d’Alur et de Folsa sont adaptées aux avions de transport moyen, mais elles ne sont pas équipées pour le transport de fret aérien lourd.

Sans travaux d’adaptation, toutes les autres pistes d’atterrissage ne peuvent accueillir que des avions légers. Elles peuvent servir pour les communications et les avions de transport de troupes de faible effectif. Le carburant n’est disponible qu’à Galasi et à Corma.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Aéroport** | **Piste**  **goudronnée** | **Longueur de la piste** | **Aire de trafic**  **goudronnée**  **(m²)** | **Système d’approche**  **aux instruments** | **Équipements**  **de chargement** |
| Galasi | Oui | 3200 m | 40000 | Oui | Oui |
| Corma | Oui | 2700 m | 10000 | Oui | Oui |
| Alur | Oui | 1500 m | - | Non | Non |
| Folsa | Oui | 1200 m | - | Non | Non |
| Amsan | Oui | 1200 m | - | Non | Non |
| Mia | Non | 1100 m | - | Non | Non |

Électricité

Le pays compte trois centrales électriques opérationnelles, le barrage de Kilu, le barrage de Salobo et deux centrales au charbon à Galasi. Ces dernières années, le Carana avait un excédent et exportait son électricité pendant et après la saison des pluies. Pendant les hostilités, la plus grande partie des équipements d’alimentation en électricité autour du barrage de Salobo a été détruite ou endommagée. L’instabilité dans la région de Hanno, causée par la révolte des mineurs, a entraîné une pénurie de charbon et a limité la production d’électricité.

Le système d’approvisionnement en électricité n’étant pas conçu comme un réseau redondant, mais organisé selon un schéma en étoile orienté vers les régions, une ligne principale endommagée peut interrompre l’approvisionnement de toute une zone. La majeure partie du pays est de ce fait actuellement privée d’une alimentation régulière en électricité.

Eau

La plupart des régions du pays disposent d’eau potable, mais la qualité de l’eau varie. Dans les zones les plus arides, au sud-ouest de Maldosa et à l’ouest de Galasi, l’eau potable provient principalement de petits étangs et de ruisseaux à faible débit, qui sont souvent de mauvaise qualité et source de diverses maladies d’origine hydrique. La collecte quotidienne de l’eau prend beaucoup de temps et est pénible, en particulier pour les femmes. L’eau potable à proximité des mines de charbon et de cuivre est très polluée, posant des problèmes de santé aux hommes vivant dans les bidonvilles environnants. Ces mauvaises conditions d’hygiène sont associées à un taux élevé de mortalité infantile. Près des grands fleuves, l’eau est abondante, mais elle doit néanmoins être assainie.

**Aspects humanitaires**

Réfugiés et déplacés

La situation des réfugiés et des déplacés n’a pas changé par rapport aux informations présentées dans le rapport de l’équipe de pays des Nations unies. Les personnes déplacées sont principalement des femmes et leurs enfants, et elles se dirigent surtout vers l’est, vers la capitale et d’autres villes côtières, où la plupart d’entre elles sont maintenant regroupées dans des camps de fortune et des bidonvilles dans les zones urbaines ou à proximité. Le taux de criminalité (meurtre, viol, violence domestique et vol) est élevé dans les camps. La situation sanitaire (santé et assainissement) y est mauvaise.

Par ailleurs, les femmes réfugiées ou déplacées craignent de voir le processus de DDR déjà convenu ramener dans leur village ou région les hommes qui ont sexuellement abusé d’elles.

Nutrition

La crise économique et la guerre ont entraîné une hausse vertigineuse du prix des aliments et des produits essentiels. Même si tous les produits de base sont disponibles, une grande partie de la population n’a pas les moyens de se nourrir suffisamment. Le taux de mortalité infantile a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années.

Les zones les plus touchées se situent au nord de Hanno, entre Faron et Folsa et dans la zone côtière au sud de Cereni, où la situation est déjà critique.

Mines

Pendant le conflit entre les FDC et les rebelles, les mines terrestres ont été utilisées de manière intensive par toutes les parties. Toutefois, en raison de la nature du conflit et des forces en présence, très peu de documents ont été établis qui permettraient de localiser ces engins. Les mines représentent donc une menace importante et imprévisible pour la population en général, les agences d’aide et toute mission potentielle de maintien de la paix. Il est urgent d’identifier les zones les plus à risque, dont beaucoup se trouvent dans l’ouest du pays, et de commencer à prendre des mesures pour réduire cette menace.

### L’équipe de pays des Nations unies et les organisations non gouvernementales au Carana

En dépit des troubles que traverse le Carana, les Nations unies ont maintenu une présence dans le pays par le biais de plusieurs agences d’aide et de développement. En outre, un certain nombre d’ONG mènent des actions au Carana. Dans de nombreux cas, ces agences et organisations travaillent sur le terrain depuis au moins 5 à 10 ans. Cependant, malgré l’Accord de paix de Kalari, la persistance du climat de violence fait que les organisations humanitaires internationales n’ont pas le droit d’accéder à de grandes parties du Carana. L’équipe de pays n’est pas présente dans les provinces de Hanno et de Leppko (à l’exception de Corma) en raison du niveau élevé de violence.

**L’équipe de pays des Nations Unies au Carana est composée des organisations suivantes :**

* **Programme alimentaire mondial (PAM)**

Chargé des programmes de distribution de denrées alimentaires et dispose de bureaux à Galasi, Amsan, Corma, Folsa et Alur.

* **Fonds des Nations unies pour l’enfance (UNICEF)**

L’agence principale pour les programmes d’aide aux enfants ; elle a des bureaux à Galasi, Folsa et Corma.

* **Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR)**

Protège et assiste les réfugiés ; il a des bureaux à Galasi et Alur.

* **L’Organisation mondiale de la santé (OMS)**

Coordonne les programmes de santé internationaux et dispose d’un bureau à Galasi.

* **Le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme (HCNUDH)**

Une petite équipe basée à Galasi, chargée de surveiller et de rendre compte des questions relatives aux droits de l’homme dans l’ensemble du pays.

* **Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)**

Chargé des activités de développement des Nations unies. Le Représentant résident du PNUD est également le Coordonnateur résident de l’ONU et il préside les réunions hebdomadaires de l’équipe de pays des Nations Unies à Galasi, auxquelles participent les responsables de toutes les agences mentionnées ci-dessus. Actuellement le responsable désigné pour la sécurité au Carana.

**ONG**

Au total, 50 organisations non gouvernementales internationales et locales sont à l’œuvre dans tout le Carana, fournissant leurs services dans divers domaines comme l’alimentation, la santé, l’eau, l’hygiène, l’assainissement et traitant les questions touchant les réfugiés, les personnes déplacées, les enfants et les femmes. En outre, le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR), qui a pour mission d’aider les victimes de la guerre, est présent dans les villes suivantes : Maroni, Arum, Cereni, Maldosa, Corma, Folsa, Faron, Sureen et Alur.

**Information du public**

Au Carana, la radio, la télévision et les principaux journaux ont été rigoureusement contrôlés par le Gouvernement. La liberté de la presse n’existe pas. Les rédacteurs en chef et les journalistes qui se sont opposés au PDC ont été emprisonnés ou ont fui. Les journaux internationaux ne sont disponibles qu’à Galasi. Des journaux nationaux approuvés par le Gouvernement sont disponibles dans les chefs-lieux de province et dans certaines autres villes. Depuis plusieurs mois, le MPC produit un journal régional et exploite une station de radio depuis Alur.

La guerre a entraîné la destruction de plusieurs stations de radio et de télévision, privant ainsi de vastes régions du pays d’accès à l’information et aux programmes de radio et de télévision.

**Éducation**

Avant la guerre civile, le Carana disposait de l’un des systèmes éducatifs les mieux développés de la région, du primaire à l’enseignement supérieur. Les conséquences de la guerre et le déclin de l’économie ont sérieusement dégradé ce système, diminuant le nombre d’écoles, en particulier au niveau du primaire, et faisant reculer le nombre d’élèves à tous les niveaux, plus particulièrement les filles. La diminution du nombre d’étudiantes, et donc de l’alphabétisation des femmes, est particulièrement marquée, notamment en raison des problèmes de violence et de discrimination culturelle.

**Appui**

En dépit des difficultés économiques, la plupart des produits et fournitures essentiels sont toujours disponibles au Carana, même si leur qualité peut être inégale et l’approvisionnement irrégulier. De ce fait, les achats locaux pour répondre aux besoins de la mission de l’ONU ne sont pas garantis.

Le carburant, les matériaux de construction et la nourriture peuvent être achetés ou fournis par contrat dans le pays, bien que le taux d’inflation galopant et l’éventualité d’un déploiement de l’ONU entraînent déjà une escalade des prix.

Le carburant et les rations peuvent être achetés à Galasi, Cereni et Maldosa auprès de fournisseurs étrangers.

Le bois est abondant et peut être acheté auprès des négociants locaux dans les grandes villes, mais le béton et l’acier ne sont disponibles qu’à Galasi, Maroni, Corma et Maldosa. Il est possible d’effectuer des travaux de construction de base dans toutes les grandes villes.

Les matériaux de construction spécialisés tels que les pièces de plomberie, les fenêtres ou les portes sont difficiles à trouver sur le marché local. Par ailleurs, il est difficile de se procurer des meubles de qualité adéquate. Le matériel technique, tel que les équipements informatiques, les véhicules et les pièces détachées, n’est généralement pas disponible dans le pays.

Les services de transport peuvent être contractés à Galasi, Cereni et Maldosa, bien qu’une série de grèves des chauffeurs routiers au cours de l’année dernière ait rendu le service peu fiable. Il n’y a pas de société de location de véhicules ou d’avions actuellement au Carana.

**Main d’œuvre locale**

Compte tenu de l’augmentation du chômage après la guerre, il n’y a pas de pénurie de main-d’œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée. La main-d’œuvre qualifiée a diminué car de nombreux professionnels ont quitté le pays pendant la guerre. Dans les deux premières catégories, seuls 30 % environ pratiquent un peu l’anglais, le reste utilisant soit le français, soit les dialectes locaux.

**Banque**

Le système bancaire ne fonctionne qu’à Galasi, Cereni et Maldosa et ne permet pas le transfert électronique d’argent liquide. Certains chefs-lieux de provinces et dans quelques autres villes, des services bancaires de bases sont offerts, mais ils n’ont qu’un intérêt pratique limité.

**Disponibilité des biens immobiliers**

Dans toutes les villes de plus de 50 000 habitants, des bureaux et des logements sont disponibles à la location, bien que la plupart d’entre eux ne soient pas conformes aux normes et souffrent d’un manque d’entretien et d’installations de base, en particulier en ce qui concerne l’eau, l’assainissement et l’électricité.